ÉTATS-UNIS

Départ du premier vol commercial régulier vers Cuba depuis plus de 50 ans

La compagnie américaine JetBlue a lancé hier depuis la Floride le premier vol commercial régulier entre les Etats-Unis et Cuba depuis plus de 50 ans, ouvrant un nouveau chapitre dans les relations entre les deux anciens ennemis de la Guerre froide.

L'avion de JetBlue Airways a décollé vers 10h5 locales (14h5 GMT) de l'aéroport de Fort Lauderdale, dans le sud-est des Etats-Unis, à destination de Santa Clara, dans le centre de l'île cubaine où il devait atterrir environ une heure plus tard.

L'embarquement de ces premiers passagers d'un vol commercial régulier entre les deux pays en cinq décennies s'est fait dans une ambiance festive, sous les applaudissements et en musique, un groupe de salsa chantant des classiques de la musique cubaine comme «Guantanamera» pour les accompagner, a constaté une journaliste de l'AFP. Le vol de JetBlue fait partie des 110 vols quotidiens prévus par l'accord conclu en février entre Washington et La Havane, après le réchauffement de leurs relations.

Ce premier vol opéré hier fait partie «des grands moments de l'Histoire», s'est réjoui Mark Wales, directeur de l'aéroport de Floride, comparant l'événement à la chute du mur de Berlin ou aux premiers pas de l'Homme sur la Lune.

«Ceci est un petit avion pour les passagers, mais un énorme progrès pour la reconnexion de l'humanité», a-t-il confié à l'AFP. Cela ouvre une «nouvelle ère» pour les voyageurs cubains et les déplacements vers l'île communiste en général, s'est de son côté enthousiasmé le vice-président de JetBlue Airways, Marty St. George, à l'évocation du départ hier du vol 387 de sa compagnie. «Il s'agit d'une étape importante dans les relations entre les deux pays», a également déclaré à l'AFP Jorge Duany, directeur de l'institut de recherche cubaine à l'Université internationale de Floride. Les Etats-Unis et Cuba ont conclu en février un accord pour la reprise des vols commerciaux réguliers suspendus depuis 1961. Sur les 110 prévus par l'accord, quelque 90 vols sont déjà autorisés par La Havane et Washington à destination de neuf aéroports cubains.

Photo : DR

La compagnie JetBlue a lancé depuis la Floride le premier vol vers Cuba.

Seule une vingtaine de vols charters, autorisés depuis le milieu des années 1970, opéraient jusque-là quotidiennement sous certaines conditions. Depuis l'annonce choc de leur rapprochement fin 2014, les deux pays ont concrétisé plusieurs avancées, notamment diplomatiques.

Les Etats-Unis ont retiré Cuba de leur liste des pays soutenant le terrorisme, ouvrant la voie à la reprise officielle des relations entre les ex-ennemis, le 20 juillet 2015. Depuis, La Havane et Washington ont notamment rétabli un service postal direct, et les hôteliers et croisiéristes américains ont commencé à revenir à Cuba.

LIBYE

Un Italien nommé chef de la mission civile de l'UE

L'Union européenne (UE) a nommé l'Italien Vincenzo Tagliaferri, nouveau chef de sa mission civile en Libye (Eubam), a annoncé le conseil de l'UE dans un communiqué. Officier de police de carrière et plusieurs fois en poste en Libye, Vincenzo Tagliaferri remplacera le 1er septembre Antti Juhani Hartikainen. L'Eubam, dont le mandat a été prolongée le 4 août jusqu'en 2017, est déployée dans le cadre de l'approche globale de l'UE en faveur de la transition démocratique en Libye. Elle est chargée de planifier une éventuelle future mission de conseil et de renforcement des capacités de l'UE dans les domaines de la justice pénale, de la migration, de la sécurité des frontières et de la lutte contre le terrorisme. Selon le Conseil de l'UE, une éventuelle future mission civile en Libye devrait s'employer en particulier à régler les aspects répressifs de la lutte contre la migration clandestine, le trafic de migrants et la traite des êtres humains, tout en encourageant une action à plus long terme sur la réforme du secteur de la sécurité, y compris la gouvernance. En février 2016, l'UE a modifié le mandat de sa mission d'assistance pour une gestion intégrée des frontières en Libye (Eubam Libya) afin qu'elle se concentre sur les activités de planification civile. La mission est actuellement établie à Tunis. Elle dotée d'un budge de 17 millions d'euros pour l'exercice 2017.

COLOMBIE

Le pape refuse de s'impliquer dans le Tribunal de paix sur le conflit

Le pape François a salué hier la fin du conflit armé en Colombie mais a décliné l'invitation à participer au choix du tribunal qui sera chargé de juger les crimes commis pendant ces décennies sanglantes. La guérilla des Farc et le gouvernement colombien avaient demandé il y a une quinzaine de jours au pape François, premier pontife sud-américain, et au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon «de choisir une personne pour façonner le mécanisme» de ce tribunal.

Le pape «s'est réjoui d'apprendre que les négociations avaient été finalisées», a annoncé le Vatican dans un communiqué. Mais pour ce qui est de désigner un représentant au tribunal, «considérant la vocation universelle de l'Eglise (...) il serait plus approprié qu'une telle tâche soit confiée à d'autres instances», poursuit-il. L'accord de paix prévoit que 20 magistrats colombiens et quatre étrangers forment ce tribunal chargé d'organiser le réglement judiciaire du conflit colombien. Le conflit colombien, qui au fil des décennies a impliqué plusieurs rébellions d'extrême-gauche — dont l'Armée de libération nationale (ELN, encore active) — des paramilitaires d'extrême-droite et les forces armées, a fait au moins 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,8 millions de déplacés. Le premier cessez-le-feu bilatéral et définitif entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes) et le gouvernement de Bogota est entré en vigueur lundi.

PRÉSIDENTIELLE AU GABON

La commission électorale valide la réélection de Bongo

La Commission électorale nationale (Cénap) du Gabon a validé hier la réélection du Président Ali Bongo Ondimba face à son rival Jean Ping, a-t-on appris auprès de membres de cette institution à la sortie de sa réunion plénière.

Le ministre de l'Intérieur est désormais le seul habilité à proclamer légalement à la télévision les résultats officiels provisoires du scrutin de samedi depuis le siège de la Cénap, dans une allocution attendue prochainement.

Les membres de la Commission électorale se sont prononcés à bulletin secret sur des procès-verbaux contestés par l'opposition. «L'opposition s'est abstenue», a précisé l'un de ses délégués, dénonçant un «passage en force».

Les délégués de M. Ping contestent les résultats dans une des neuf provinces du pays, le Haut-Ogooué, fief de l'ethnie Téké des Bongo. M. Bongo obtiendrait dans cette province 95,46% des suffrages, avec une participation de 99,93% pour 71 714 inscrits, d'après le procès-verbal qui devait servir de base au débat et auquel l'AFP a eu accès en début de réunion. Ce score permettrait au président sortant de remporter la victoire avec 49,80% au niveau national, contre 48,23% pour son rival Jean Ping, avec un taux de participation de 59,46%, toujours selon ces documents provisoires.

Ce qui représente une différence de 5 594 voix en faveur de M. Bongo devant M. Ping sur 627 805 électeurs inscrits pour l'élection présidentielle qui s'est déroulée dans le calme.

«Monsieur Jean Ping réaffirme vigoureusement, en accord avec l'Union européenne et les Etats-Unis, que le recomptage bureau par bureau, devient le seul moyen de garantir désormais la loyauté du scrutin», ont indiqué dans un communiqué son chargé de communication au Gabon, Jean-Gasaprd Ntoutoume Ayi, et son avocat à Paris, Me Eric Moutet.

Ils n'ont pas précisé si ce recomptage concernait seulement la province du Haut-Ogooué.

GRÈCE

Une trentaine de migrants sauvés en mer Ionienne

Les gardes-côtes grecs ont annoncé hier avoir localisé et entrepris de remorquer un bateau en détresse transportant une trentaine de migrants, qui tentait de gagner l'Italie, selon l'agence de presse grecque.

Le bateau avait émis un signal de détresse au large de l'île de Paxoi en mer Ionienne, au nord-ouest du pays. Le navire était «en panne de carburant» mais ses passagers «ne sont pas en danger» par beau temps dans la zone, a indiqué la police portuaire. Deux patrouilleurs sont sur place pour transborder les migrants et les ramener dans un port proche, avec le bateau. «Un inconnu avait appelé le 112, le numéro d'urgence valable pour toute l'UE, pour signaler que le bateau était en détresse dans la zone», a précisé la police portuaire. Aucun détail n'était disponible dans l'immédiat sur le nombre exact et l'identité des migrants, ni sur leur itinéraire. Selon les premières déclarations des rescapés citées par l'Agence de presse grecque Ana, ils avaient appareillé de Preveza, une ville dans l'ouest de la Grèce continentale, pour tenter de gagner l'Italie. La panne de leur embarcation les a empêchés de continuer leur voyage.

Les interceptions ou sauvetages de migrants en mer Ionienne ont repris depuis ce printemps, semblant témoigner de la réouverture de la route migratoire empruntée depuis des années par les migrants vers l'Italie au départ de la Grèce, voire directement d'autres pays de Méditerranée orientale. Parallèlement, l'accord conclu en mars entre l'UE et la Turquie a fait chuter les arrivées sur les îles grecques d'Egée orientale, proches des côtes turques, qui avaient explosé à plusieurs milliers par jour l'été 2015, quand l'Europe accueillait les réfugiés et migrants fuyant misère et conflit, notamment les Syriens. Plus de 12 000 réfugiés et migrants arrivés après l'accord UE-Turquie s'entassent sur les îles d'Egée orientale, en particulier Lesbos et Chios, qui ne comptent que 7 450 places. Pour faire face à cet afflux, les autorités grecques préparent des transferts vers le continent.

INDE

Un mort et cinq blessés dans une manifestation au Cachemire

Un adolescent a été abattu et cinq personnes ont été blessées mercredi lors d'une manifestation dans la partie du Cachemire administrée par l'Inde, selon la police et des témoins.

Il participait avec des milliers d'autres personnes à des affrontements avec les forces de sécurité indiennes, après des mois de violence meurtrière dans cette région, selon les mêmes sources. Des unités paramilitaires ont ouvert le feu alors que des habitants protestaient contre une intervention de soldats qui cherchaient des dirigeants de la révolte dans le village de Nadihal (dans l'État du Jammu-et-Cachemire). Outre le jeune homme tué, qui était âgé de 18 ans selon des habitants, «cinq autres manifestants ont été blessés par balles», a précisé un policier. D'autres affrontements ont été rapportés à Srinagar, principale ville du Cachemire indien, et d'autres endroits du même Etat. Le Cachemire est secoué par des manifestations quasi-quotidiennes contre l'autorité indienne depuis la mort d'un rebelle connu dans un affrontement armé avec des soldats, le 8 juillet.

Le Cachemire a été divisé entre l'Inde et le Pakistan après leur indépendance de la Grande-Bretagne en 1947. Les deux Etats réclament depuis la pleine autorité sur ce territoire montagneux. Les affrontements entre partisans du Pakistan et de l'Inde ont fait depuis des dizaines de milliers de morts, pour la plupart des civils.